



CONSEIL DES TERRITOIRES

MERCREDI 19 JANVIER 2022

- En visioconférence -

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD

Ligue AURA	Jean-Luc MANAUDOU (en partie)
Ligue Bretagne	Bénédicte COMPOIS
Ligue Bourgogne Franche-Comté	Patrick TRIOEN
Ligue Centre Val de Loire	Michel SAUGET
Ligue Corse	Christine ARNOUX
Ligue Grand Est	Stéphane METZGER
Ligue Martinique	Alex BADIAN
Ligue Haut de France	Benjamin MERCIER (Président Délégué)
Ligue Ile de France	Claudie ARNAUD (Vice-Présidente Déléguée)
Ligue La Réunion	Henri FONTAINE
Ligue Normandie	Philippe BRIOUT
Ligue Nouvelle Aquitaine	Marc DEBERGHES
Ligue Occitanie	Bernard DALMON
Ligue Pays de la Loire	Joël PINEAU
Ligue PACA	Dominique LAGIER (Présidente Déléguée)
Présidente CC « Outre-Mer »	Guilène FAUBOURG

Excusés :

Ligue Guyane	Myrtho MANDE
Ligue Guadeloupe	Gérard OLIVARY
Ligue Nouvelle Calédonie	Jean-Claude ROBIN
Ligue Tahiti	Michel SOMMERS

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directrice Financière	Alexandra LABOUCHEIX
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
DTN Adjointe	Agnès BERTHET
Directeur Haut Niveau	Rémi DUHAUTOIS
Directeur Accompagnement Réseaux & Territoires	Basile GAZEAUD
Directeur Développement Pratiques & Santé	Vincent HAMELIN
Responsable Développement et Accompagnement du Réseau Fédéral	Catherine ARRIBE
Responsable de la coordination des instances fédérales	Magali TAPRET
Collaboratrice du Président/Responsable des Moyens Généraux	Valérie GICQUEL

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal et souhaite ses meilleurs vœux à tous. Elle passe ensuite la parole à Gilles Sézional et Philippe Briout pour l'ouverture de la séance.

Gilles Sézional réitère ses vœux pour cette nouvelle année qui, il l'espère, verra une très nette amélioration du contexte sanitaire.

En ouverture, Philippe Briout souhaite la bienvenue à tous et une bonne année 2022. Il évoque ensuite les différents points de l'ordre du jour avant de passer la parole à Basile Gazeaud.

1) Point Covid

Basile Gazeaud présente les dernières mesures sanitaires :

- De nouvelles mesures plus contraignantes depuis le 3 janvier : généralisation du port du masque, fermeture des buvettes, mesures locales...
- Un protocole « cas COVID+ » et « cas contact » qui évolue : distinctions selon le statut vaccinal et l'âge.
- Une clarification sur la mise en place des tests PCR/AG sur certains événements : pas de doctrine générale, adaptation selon les contextes.
- Un point de vigilance sur les fraudes aux QR Codes : la responsabilité du titulaire est engagée, pas celle du contrôleur.
- Les adaptations à venir du fait de la mise en place du pass vaccinal : évolution du formulaire de recueil des données de vaccination.

La FFN a essayé d'être facilitatrice mais son rôle reste avant tout d'éviter les contaminations. En ce qui concerne la fraude au QR Code, la responsabilité des ligues et clubs n'est pas engagée. Une information sera adressée prochainement à ce sujet.

Patrick Trioen souhaite des précisions sur la demande de tests PCR exigés malgré la vaccination.

Dominique Cupillard rappelle que la Fédération est soumise au Pass Sanitaire c'est-à-dire à la présentation d'un schéma de vaccination ou d'un certificat de rétablissement des suites de la Covid. Un test PCR peut être demandé par mesure de précaution ou sur demande préfectorale. Ces mesures laisseront place dès le lundi 24 janvier au Pass Vaccinal.

2) Présentation du budget et impact sur les Ligues

Alexandra Laboucheix fait un point sur l'avancée du processus budgétaire et les propositions proposées pour équilibrer le budget.

Rappel de l'équilibre budgétaire au 10/12/2021 :

- ✓ Hausse des recettes de 0,4 M€
- ✓ Hausse des dépenses de 2,0M€
- Soit un budget déficitaire de 1,6M€

Rappel des principaux éléments expliquant le déficit au 10/12/2021 :

- Intensification du programme sportif : 440 000 €
- Modèle des Championnats : 235 000 €
- Programme Ambition Bleue : 200 000 €
- Licences, affiliations : 150 000 €
- JAN : 140 000 €
- Ressources Humaines : 100 000 €
- Modernisation SI : 80 000 €
- Nouveaux projets Horizon : 60 000 €

Entre la présentation du budget le 10/12/2021 au CODIR, et la présentation faite lors de ce Conseil des Territoires du 19/01/2022, les hypothèses budgétaires suivantes ont été affinées :

- Risque le nombre de licences 2021/2022, d'où des recettes 2021/2022 réévaluées à 4,8M€(-**330K**)
 - Valorisation des droits d'organisation des championnats de France (+**100K**)
- Soit un effet négatif de -230K sur le budget 2022**

Pistes envisagées pour équilibrer le budget 2022 :

Fort de ces constats, des leviers ont été évoqués en Bureau et en CoDir de fin d'année visant à dégager des ressources financières. Ils sont valorisés comme suit :

- Prévoir des championnats équilibrés (effet 2022 sur 4 mois) (+**65K**)
- Activer la création du fonds de dotation sur les équipes de Water-polo (+**80K**)
- Obtenir une subvention sur l'Appel à Projet « Transition Numérique » (+**75K**)
- Baisser de 2 €les versements sur les licences J'apprends à Nager (+**60K**)
- Améliorer les recettes INFAN (+**20K**)

Soit un effet positif de +300K sur le budget 2022

- Hausse du prix des licences 2022/2023 :
 - + 2 €: +333K (effet proratisé sur 4 mois) - Hypothèse volume = saison 2019/2020
 - + 4 €: +260K supplémentaires (effet proratisé sur 4 mois) - Hypothèse volume = saison 2019/2020
 - + 5 €: +130K supplémentaires (effet proratisé sur 4 mois) - Hypothèse volume = saison 2019/2020

Soit un maximum de +720K supplémentaires si l'augmentation des licences était de 5€

- Contribution des Ligues à la refonte des SI :
 - Scénario 1 : Participation d'1€ par licence comme initialement convenu sur la durée de l'Olympiade (+**395K**)
 - Scénario 2 : Participation de 0,5€par licence pour apporter les fonds nécessaires au démarrage du projet (l'effet tarif licence démarrant au 1/09/2022) - Participation ponctuelle (+**198K**)
 - Scénario 3 : Report du projet sur 2023

Un tour de table des ligues est effectué afin que chacun puisse s'exprimer sur les différents scénari proposés.

Centre Val de Loire – Michel Sauget : la ligue s'est arrêtée sur le scénario 1 à savoir 1€à répartir de façon équitable entre les départementaux, clubs et ligue.

Normandie - Philippe Briout : scénario 2, avec une augmentation des licences de 5 euros en une seule fois, la priorité étant de ne pas appauvrir les politiques sportives régionales.

Nouvelle Aquitaine - Marc Deberghes : scénario 2 afin de ne pas impacter les ligues et clubs.

Ile-de-France - Claudie Arnaud : scénario 2. Souhait que l'option retenue soit communiquée rapidement afin de pouvoir en informer les clubs pour la rentrée de septembre 2022.

Corse – Christine Arnoux : scénario 2.

AURA – Jean-Luc Manaudou : pour une augmentation du tarif de la licence. Mais il ne faut pas faire reposer l'augmentation sur les ligues.

Bourgogne - Patrick Trioen : scénario 2. Favorable à une licence à moindre coût.

Martinique – Alex Badian : scénario 2

La Réunion – Henri Fontaine : scénario 2

Guilène Faubourg : confirmation du scénario 2 pour les Territoires d'Outre-Mer.

PACA – Dominique Lagier : scénario 2

Hauts de France - Benjamin Mercier : scénario 2 et en faveur d'une action forte avec l'augmentation du prix de la licence de 5€, ce qui représente peu sur le prix d'une cotisation ; ce pour ne pas amoindrir les politiques sportives.

Grand Est – Stéphane Metzger : Scénario 2, en mettant l'accent sur l'importance de la communication, indispensable pour la mise en œuvre des nouvelles politiques.

Bretagne - Bénédicte Compois : scénario 2

Pays de la Loire - Joël Pineau : scénario 2 car les ligues doivent contribuer davantage au programme sportif.

Occitanie - Bernard Dalmon : scénario 2.

Laurent Ciubini précise que ces scénari seront affinés lors du prochain Bureau du 26 janvier avant une présentation au Codir du 2 février et le lancement d'une communication mettant en avant les arguments sur le sportif et la transition numérique. Il faut effectivement que cette décision soit bien présentée pour être comprise et acceptée de tous.

Gilles Sezionale estime que tous les Présidents de Ligues doivent être d'accord afin que la communication ne soit pas parasitée. Il nous faut avoir conscience que les moyens de l'Etat ne sont pas extensibles et que d'autres sources de revenus devront être trouvées pour le développement fédéral et la mise en œuvre de la stratégie sportive.

Dominique Cupillard insiste sur le fait qu'il est du rôle des présidents de ligues de porter ce message.

Autres pistes :

- Prendre compte du retard dans la contractualisation pour ne pas assortir de volet financier en 2022 (+**140K**)
- Sur le sportif, diversifier les sources de financement des stages et compétitions en mettant à contribution les ligues, clubs, nageurs, comme cela était prévu au budget 2021 (+**170 K**)
- Créer un fonds de péréquation sur le plongeon (+**70K**)

Soit un effet budgétaire positif de +380K€

Jean-Luc Manaudou se dit favorable à une diversification des sources de financement sur les stages mais pas pour les athlètes de l'équipe de France.

Laurent Ciubini confirme que cette disposition concernerait uniquement les nageurs et/ou clubs non sélectionnés en équipe de France.

En ce qui concerne la création d'un fonds de péréquation sur le plongeon, Stéphane Metzger insiste sur le fait qu'il existe aussi des leviers pour obtenir des financements régionaux. Il regrette que la ligue soit prévenue tardivement des organisations ce qui ne permet pas l'activation des demandes de subventions ; compte tenu du peu de lieux susceptibles d'accueillir des compétitions de plongeon, une programmation sur plusieurs saisons pourrait être envisagée.

Jean-Luc Manaudou rebondit sur ces propos, la ligue AURA ayant organisé récemment le « Meeting des Lumières » sans beaucoup d'anticipation ce qui a pénalisé la communication de la compétition.

En ce qui concerne la mise en œuvre tardive des échanges avec Strasbourg relatifs à l'organisation des Championnats de France d'hiver, Julien Issoulié rappelle que le calendrier de la discipline est soumis aux dates du calendrier international et que la date n'a été connue qu'en début de saison. Quant au « Meeting des Lumières » de Lyon, il s'agit d'un problème de calage entre le cercle de compétence et la DTN qui n'a pas permis d'anticiper plus ce meeting.

Compte-tenu du peu de lieux pouvant accueillir les épreuves de plongeon, il est acté qu'un calendrier prévisionnel des lieux d'organisation sera établi sur plusieurs années en indiquant une période d'organisation.

Bénédicte Compois informe que la Ligue de Bretagne est favorable à l'accueil d'une organisation de plongeon.

Claudie Arnaud propose également l'accueil d'une organisation à Montreuil.

Patrick Trioen s'interroge sur la provenance des 70 000 Euros générés par le fonds de péréquation ?

Laurent Ciubini précise que les ligues ne portant pas de projet Plongeon pourraient être mises à contribution. Ce point doit encore être affiné ensemble.

Alexandra Laboucheix précise que si toutes les pistes évoquées précédemment sont activées, en augmentant toutes les licences de 5 € et en faisant appel aux ligues en 2022 uniquement pour financer la rénovation des SI à hauteur de 0,5 € par licence, la FFN dégagerait 1 365K€ (vs les 1 600K€ à financer), mais le budget reste encore déficitaire de -235K€

3) Présentation du PPF et de ses déclinaisons régionales

Julien Issoulié présente le résultat des travaux effectués sur le PPF. La présentation complète est jointe au présent compte rendu.

Rémi Duhautois précise le calendrier pour les structures candidates au PPF :

- Début février : ouverture des candidatures (diffusion large d'un lien pour le formulaire en ligne de candidature)
- Fin février : clôture des candidatures
- Mars : validation fédérale
- Avril / mai : les sportifs pourront candidater via le Portail du Suivi Quotidien du Sportif (PSQS) sur les structures retenues
- Septembre 2022 : rentrée des sportifs dans les nouvelles structures validées

Attention, les candidatures des structures sont nécessaires uniquement pour :

- les CAF (Natation, WP, NA, PL)
- les CNAHN (WP, NA, PL)
- les CN Relève (NA)

Concernant les CNAHN et le CN Relève, la DTN reviendra vers les Ligues pour préciser le lien spécifique à construire (FFN/ligue/structure) pour chacun de ces cas spécifiques.

Pour les autres reconnaissances du PPF, pas de candidatures, ce sera automatique en fonction du respect des cahiers des charges correspondants :

- CNAHN Natation
- Clubs d'Excellence (WP, Natation)
- CNE (Natation, WP, PL, NA)

Jean-Luc Manaudou attire l'attention sur la difficulté d'identification d'un CNAHN ou d'un club pour son financement. Les interactions entre CNAHN et club sont difficiles à maîtriser. En 2018, le CAF était logé et il était difficile de savoir si l'entraîneur entraînait pour le club ou pour le CAF. Il se dit également frileux sur le déplacement des jeunes de 15/16 ans dans un CAF qui ne se situe pas dans une grande ville. Cet engagement pour les jeunes notamment de quitter leurs parents est risqué et dangereux et les dysfonctionnements nombreux. Le schéma n'est pas le meilleur et relève parfois d'une logique de densification de certaines structures. Attention à ne pas solliciter en direct les clubs. L'exercice ne doit pas être seulement administratif mais également humain.

Julien Issoulié répond que le PPF est bien un exercice administratif. Il s'agit de reconnaître un niveau d'excellence et non de déplacer ni de délocaliser les athlètes qui souhaitent rester dans leur club. Certains exemples fonctionnent et les échecs sont souvent liés à une non structuration de l'accueil. Il faut bien comprendre que les structures CAF se situent plutôt au niveau local ; avec une forme de label qualité, et à l'accueil d'athlètes post-bac, alors que les CNAHN en natation ne seront pas de vraies structures physiques mais ils regrouperont néanmoins les sportifs listés nationalement. Le véritable sujet est d'être assez honnête pour ne pas cannibaliser les autres structures et ainsi de reconnaître que les structures sont assez organisées.

Rémi Duhautois précise qu'il ne s'agit pas exclusivement d'une case administrative mais également d'un enjeu financier. Une partie de ceux qui participent au haut niveau doivent pouvoir en bénéficier. Philippe Briout estime qu'il faut être prudent et ramener ces propos à la spécificité de chaque territoire. Le CAF n'est pas seulement un objet administratif mais également un objet structurant. Julien Issoulié confirme que c'est uniquement le document du PPF qui est un « objet administratif » mais qu'effectivement chaque territoire est différent et que les expériences sont donc très distinctes.

Stéphane Metzger demande si l'avis des ligues sera sollicité.

Julien Issoulié confirme que les Ligues auront une visibilité totale et seront sollicitées à tous les échelons, au travers notamment du responsable de l'ETR.

Stéphane Metzger : quid des co-financements régionaux parfois plus importants que les aides fédérales ou celles des ligues ? Certains clubs obtiennent des sommes importantes à travers leur label. Nous devons être garants du fléchage des sommes allouées. Les listes de HN participant à ces subventions, il souhaite en avoir connaissance.

Julien Issoulié : nous devons en tenir compte et pour cela avoir connaissance des aides obtenues.

Gilles Séziane : les CAF doivent communiquer sur les financements qui leur sont octroyés. Des contraintes doivent être mises en place notamment pour la conservation de leur label. Il faut veiller à ce qu'il y ait une progression et une structuration au travers des résultats obtenus.

Marc Deberghes demande si les Ligues seront en charge de la diffusion du lien aux clubs.

Rémi Duhautois précise que le lien partira des ligues et qu'il sera relayé sur le site fédéral avec le cahier des charges.

4) **Point d'étape sur la contractualisation**

Basile Gazeaud rappelle l'avancement des différents dispositifs mis en place à destination du réseau fédéral :

- **CC Labellisation**
 - Reconduction des labels pour la saison 2021-2022
 - Fin du subventionnement direct des labels
 - Mise en place d'une trame simplifiée pour 2022-2023 (septembre 2022)
- **CC PSF**
 - Instruction des bilans 2020 remontés par les Ligues
 - Préparation de la nouvelle campagne (printemps 2022)
- **Regroupement des salariés chargés de développement des Ligues**
 - Première session mi-décembre (10 participants)
 - Deux rendez-vous à venir avant la fin de saison (mi-mars et mi-juin)
- **Conseil Consultatif des Clubs**
 - Relance des différents groupes de travail début janvier
 - Finalisation des feuilles de route sous un mois
- **Restent à activer : CC Outre-mer, Forum Présidents de Ligues (présentiel)...**
- **Rappel des avancements du CC Contractualisation**
 - Mettre en place une convention-cadre entre la FFN et l'ensemble des Ligues Régionales
 - Etablir cette convention pluriannuelle sur la période 2022/2025
 - Signer une base commune à l'ensemble des Ligues, formalisant une sorte de « contrat de délégation » (similaire au contrat FFN-Ministère)
 - Etablir dans un second temps un projet de développement régional personnalisé, en co-construction

Les items fondamentaux de la collaboration Ligues-FFN :



Calendrier de travail 2022 :

- **Premier semestre 2022 :** finalisation du document-cadre et signature de la partie commune (le contrat de délégation) avec l'ensemble des Ligues
 - ➔ Élaboration du calendrier de validation/signature avec les Ligues
- **Avant septembre 2022 :** Elaboration d'un diagnostic de développement personnalisé entre les Ligues, les services fédéraux, le CC Contractualisation
 - ➔ Déplacements de Catherine, Basile, membres du CC dans les Ligues
- **Saison 2022-2023 :** Priorisation par le CC Contractualisation des projets portés par les Ligues via l'affectation d'une enveloppe budgétaire dédiée
 - ➔ Proposition par le CC d'une enveloppe et d'une grille d'accompagnement

Gilles Séziane confirme que nous évoluons vers un maillage et une structuration du territoire et devons aller encore plus loin, en parfaite collaboration avec les Ligues. Nous avons perdu du temps en laissant le champ libre à certaines structures extérieures, notamment en matière d'équipement et devons redresser la barre au travers d'une ambition commune.

Philippe Briot insiste sur les deux socles de la contractualisation :

- La convention socle afin de réaffirmer les valeurs de la FFN, le travail et une communication commune ;
- La notion de territoire, chaque ligue ayant ses propres spécificités et une logique de proximité.

Ces deux notions sont complémentaires entre l'indépendance de chaque territoire et le côté fédérateur de la cause commune. C'est un véritable enjeu auquel il croit.

5) Présentation du projet d'acquisition de bassins d'apprentissage

Basile Gazeaud rappelle le contexte de ce projet :

- Poursuivre le développement des activités fédérales pendant la période estivale
- Renforcer le positionnement de la Fédération dans la mise en œuvre des actions d'apprentissage de la natation
- Profiter du lancement par l'ANS du plan « PEP 5000 »
- Mettre en place des actions éligibles au fonds de dotation « Héritage Paris 2024 »
- Rebondir sur l'opération « Savoir Nager en Seine-Saint-Denis » menée durant l'été 2021 qui a rassemblé 1800 enfants et 400 adultes sur 4 communes du 93.

Déploiement prévu en 2022 :

- La FFN se porte acquéreur de 13 bassins d'apprentissage pour la saison estivale 2022
- Un modèle standardisé de bassins en lien avec Europ Event, partenaire technique de la Fédération :
 - Bassins Laghetto
 - Entre 80 k€ et 100 k€ par bassin (filtration, plages, vestiaires inclus)

- Possibilité de stocker les bassins après la première année chez le prestataire
- Deux volets distincts
 - Un projet spécifique Ile-de-France (4 bassins), du fait des priorités établies par l'ANS et le FDD Paris 2024
 - Un projet dédié aux autres Ligues (9 bassins)
- Un financement sécurisé à hauteur de 50% maximum par le FDD Héritage Paris 2024
- Un fort intérêt de la part de l'ANS (enveloppe « PEP 5000 »), mais un besoin de décrire les territoires de déploiement : territoires et publics en QPV et ZRR priorités
- Une autonomisation progressive des Ligues dans la prise en main et l'animation des bassins
 - Gestion de l'animation des activités sur la période d'ouverture
 - Montée en compétence progressive sur le montage, démontage, et le stockage des bassins

Laurent Ciubini rappelle que ce projet dispose d'une enveloppe de 15 millions sur le territoire national, partagée entre l'ANS et Paris 2024. Il convient maintenant d'identifier rapidement les Ligues intéressées par la mise à disposition d'un bassin temporaire pour trois ans, en vue de finaliser le montage du dossier auprès de l'ANS et du FDD 2024 et quel type d'activités et programmes peuvent être menés. Il précise qu'une Cheffe de Projet a été embauchée au sein de la Direction du Développement des Pratiques et de la Santé en la personne de Ana DE SOUSA CORISCO afin d'aider les ligues dans la mise en place de ces bassins.

Plusieurs ligues présentes se disent intéressées par ce projet dont l'Ile-de-France, la Bretagne, le Grand Est, les Hauts de France, la Nouvelle Aquitaine et la Normandie (à confirmer).

Joël Pineau demande des précisions sur le coût d'installation de ce type de bassin pour les ligues.

Laurent Ciubini répond qu'en dehors des frais de fonctionnement, dont les RH (gardiennage, maitres-nageurs, accueil) et qui peuvent néanmoins être aidés, les ligues ne seront pas impactées financièrement. Patrick Trioen s'interroge sur les coûts de fonctionnement non négligeables des fluides et de chauffage. Il fait le constat qu'en zone rurale, les coûts sont très importants si on les rapporte au nombre restreint de population.

Laurent Ciubini répond que les fluides sont très souvent mis à disposition par les municipalités ; en ce qui concerne le chauffage, des subventions peuvent être octroyées par la ville. Il cite pour exemple l'opération en Seine-Saint-Denis qui a totalement été prise en charge par les financeurs et pour laquelle la Fédération est à l'équilibre. Une réunion spécifique sera néanmoins mise en place afin de discuter de l'ensemble de ces sujets. Un juste équilibre doit être trouvé en fonction des attentes des collectivités locales (aspect social, développement rural). Quoiqu'il en soit, il est très intéressant de profiter de cette opportunité jusqu'en 2024.

Gilles Sezionale confirme qu'il est effectivement possible de solliciter l'aide des collectivités locales dans le montage de la subvention. Les leçons de natation et les licences peuvent également permettre d'accéder à l'équilibre financier.

6 - Questions diverses

Marc Deberghes lance un appel à candidature sur les organisations restant à pourvoir pour 2022 dont :

Natation Course : Championnats de France 25m de décembre 2022

Eau Libre : Championnats de France du 9 au 12 juin 2022

Plongeon : Championnats de France Eté 2022

Philippe Briout a trouvé les débats très intéressants et tous les sujets se rejoignent. Il remercie à ce titre la Direction de l'accompagnement des Réseaux et Territoires pour la qualité du travail fourni. L'ensemble de l'équipe est déterminant sur ce type de dossiers.

Gilles Sézionale rejoint ces propos. Nous devons avoir à cœur de structurer l'ensemble des ligues, notamment sur le haut niveau, grâce notamment à un travail commun du Conseil des Territoires. Les réformes mises en œuvre dont la restructuration de nos ligues doivent permettre à la FFN d'être présente sur le haut niveau qui est notre vitrine.

Les débats sont clos à 16h30.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE

Visio conseil des territoires

19 janvier 2022



FÉDÉRATION FRANÇAISE
NATATION



Projet de Performance Fédéral

2 programmes

Excellence

Cercle
Haute Performance

Excellence

Accession

Nationale

Territoriale

- Ambition podium Olympique

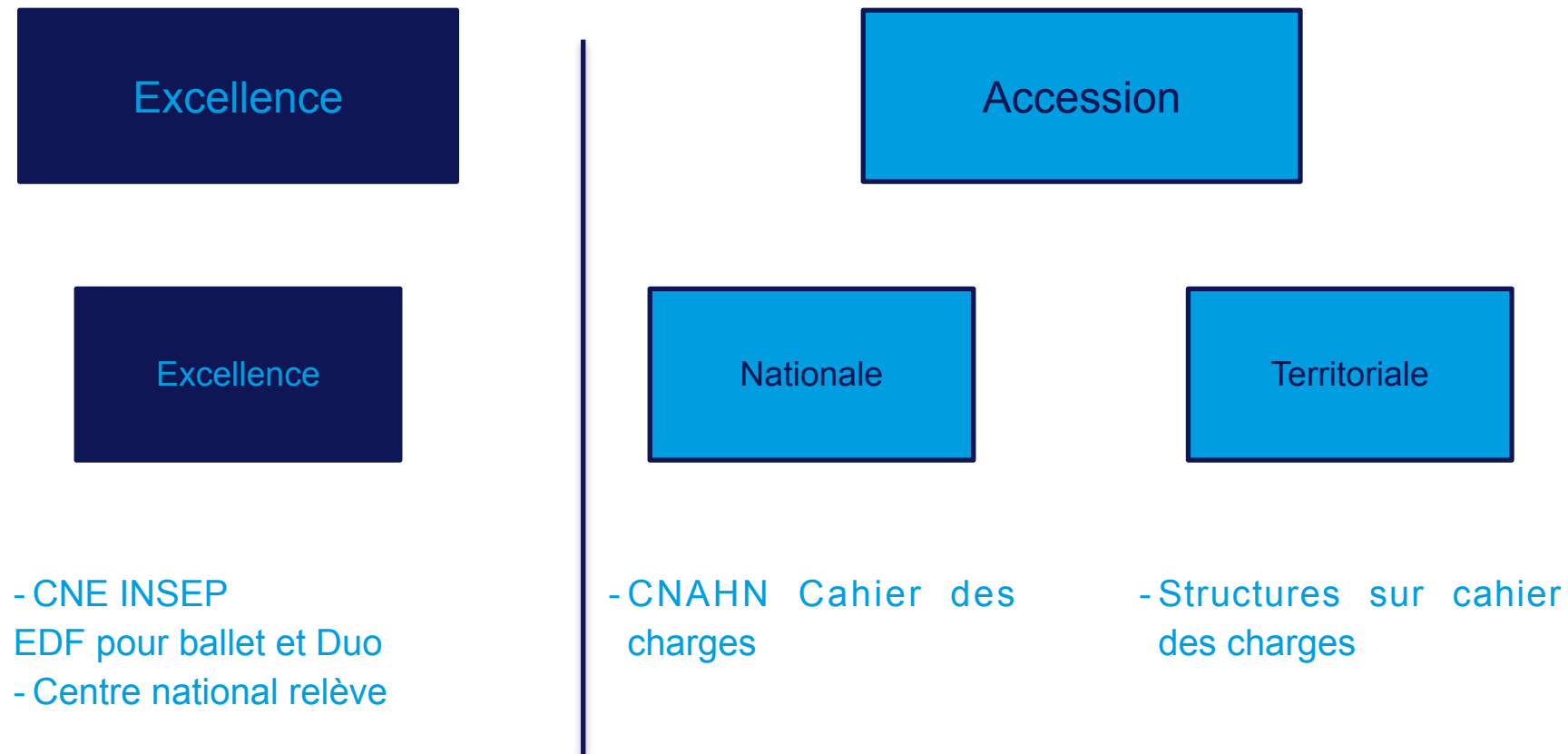
- Dispositif ou structure dont l'objectif principal est l'amélioration du niveau de performance des EDF

- Dispositif d'ambition nationale dont l'objectif est le développement des potentiels nationaux en vue d'une intégration au programme d'excellence

- Structures permanentes, clubs ou organisations non permanentes d'ambition territoriale

Projet de Performance Fédéral **Nat Artistique**

2 programmes



UNE VERITABLE ETN A CONSOLIDER

Projet de Performance Fédéral Plongeon

2 programmes

Excellence

Excellence

- CNE INSEP

Accession

Nationale

- CNAHN

Territoriale

- Structures sur cahier des charges

UNE VERITABLE ETN A CONSOLIDER

Projet de Performance Fédéral Water-Polo

2 programmes

Excellence

Excellence

- Clubs sur résultats internationaux
- Clubs sur résultats internationaux

Accession

Nationale

- Participe à la détection des collectifs France
- S'appui sur une ligue par catégorie d'âge
- La ligue est tête de réseau

Territoriale

- Structures sur cahier de charges

UNE VERITABLE ETN A CONSOLIDER

Projet de Performance Fédéral

VISIO à prévoir CNAHN WP/NA/PL

Positionnement

Rôle des structures et/ou des ligues

Projet de Performance Fédéral Nat course - Eau libre

2 programmes

Excellence

Accession

Cercle
Haute Performance

Excellence

Nationale

Territoriale

- Liste ANS

- Clubs d'excellence avec membres du CHP
- Clubs d'excellence
- CNE INSEP- Font Romeu

- Liste des 100
50 sur la perf
50 sur des profils à
potentiel 15/21 ans

- Structures sur cahier
des charges

LIEN FORT A RENFORCER / CRÉER AVEC LES ETR

Projet de Performance Fédéral **Nat course - Eau libre**

Cellule PPF

Suivi national beaucoup plus soutenu avec des RDV

- En amont de la saison**
- Pendant la saison**
- Un bilan**

*Des obligations de suivi des nageurs, de formation pour les cadres, d'implication dans les ETR/
ETN*

Un lien technique pour chaque structure

Une évaluation structurelle, sportive de toutes les structures

Constitution de la liste des 100, un suivi des nageurs identifiés au sein des ligue

Projet de Performance Fédéral

Candidature des structures

Calendrier

Méthodologie

Qui candidate ? Qui ne candidate pas?